



## Évolution de la Bretagne entre 2000 et 2008

### Une région dynamique et attractive

**La Bretagne est une région qui bénéficie de plusieurs atouts : une population en constant développement grâce aux arrivées de nouveaux habitants, des activités porteuses implantées sur son territoire, un taux de chômage des plus bas de France. C'est aussi la 1<sup>ère</sup> région agricole française. La Bretagne attire des actifs qualifiés de 30 à 59 ans qui viennent augmenter son PIB par emploi.**

**Comme toutes les régions, la Bretagne affronte la récente crise économique. Après une période florissante dans de nombreux domaines, le défi à relever devra aussi passer par de profondes mutations, notamment dans l'industrie.**

**A**u sein de l'espace européen, les régions françaises se distinguent par un fort dynamisme démographique. Les mouvements migratoires récents contribuent cependant à creuser des écarts entre les régions du sud et de l'ouest de la France d'une part, et celles de l'est et du nord d'autre part. Les régions du sud et de l'ouest cumulent des taux de croissance de la population et de la production plus élevés qu'en moyenne nationale, creusant des écarts avec les autres régions éloignées de cette dynamique.

La Bretagne, région administrative française située sur la péninsule de l'ouest de la France comprise entre la Manche au nord et l'Atlantique à l'ouest et au sud, est l'une des bénéficiaires de ce phénomène. Traditionnellement spécialisée dans des métiers agricoles ou industriels à plus faible valeur ajoutée par emploi, la Bretagne enregistrait un retard important de son PIB par emploi en 1990. Depuis, le développement des services combiné à l'arrivée de nouveaux habitants actifs et plus qualifiés que la population d'origine lui a permis d'enregistrer un rattrapage important de son PIB par emploi comme de son PIB par habitant.

#### L'arrivée de nouveaux habitants dope la démographie bretonne

Au 1<sup>er</sup> janvier 2006, la Bretagne compte 3 094 000 habitants, soit 187 000 de plus qu'en 1999. La Bretagne est la 7<sup>e</sup> région de France par l'importance de sa population, et la 8<sup>e</sup> pour l'augmentation de sa population.

L'excédent des arrivées sur les départs (solde migratoire) explique les trois quarts de la croissance démographique entre 1999 et 2006. La Bretagne est ainsi la 4<sup>e</sup> région la plus attractive, après le Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées et l'Aquitaine.

L'excédent des naissances sur les décès (solde naturel) est plutôt faible, sauf en Ille-et-Vilaine.

#### Qui sont ces nouveaux Bretons ?

Un entrant sur trois arrive d'Île-de-France.

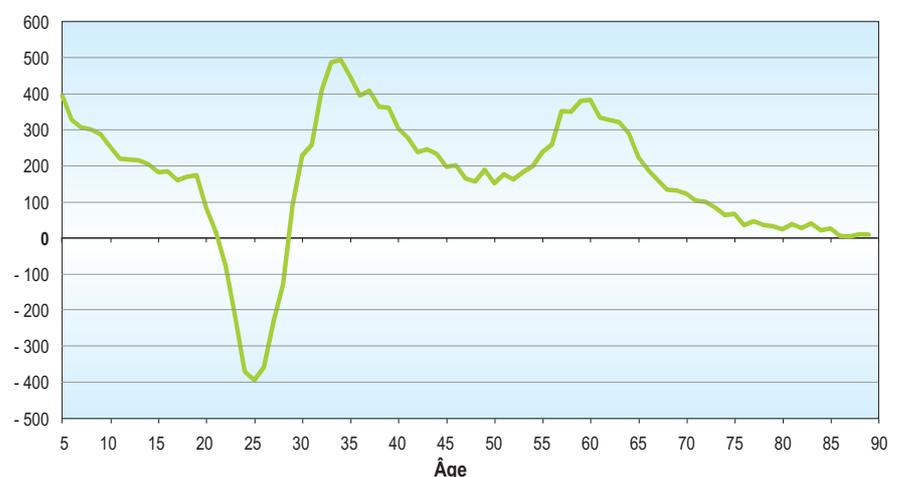
La région attire surtout des personnes âgées de 30 à 59 ans : 91 000 entre 1999 et 2006 (pour 49 000 départs de cette même tranche d'âge). Les migrations des 30-39 ans sont particulièrement importantes. Ces adultes arrivent souvent accompagnés d'enfants de moins de 15 ans.

Les migrations sont liées à un marché du travail porteur. Les arrivants sont plus qualifiés que la population déjà présente et viennent principalement occuper des emplois dans des activités tertiaires.

La Bretagne attire également des personnes de 60 ans et plus : 25 000 personnes sur la période (contre 7 800 départs). Même si la Bretagne, et particulièrement son littoral, attire les retraités, une partie de cette population travaille. Certains anticipent leur retraite en venant terminer leur carrière dans la région.

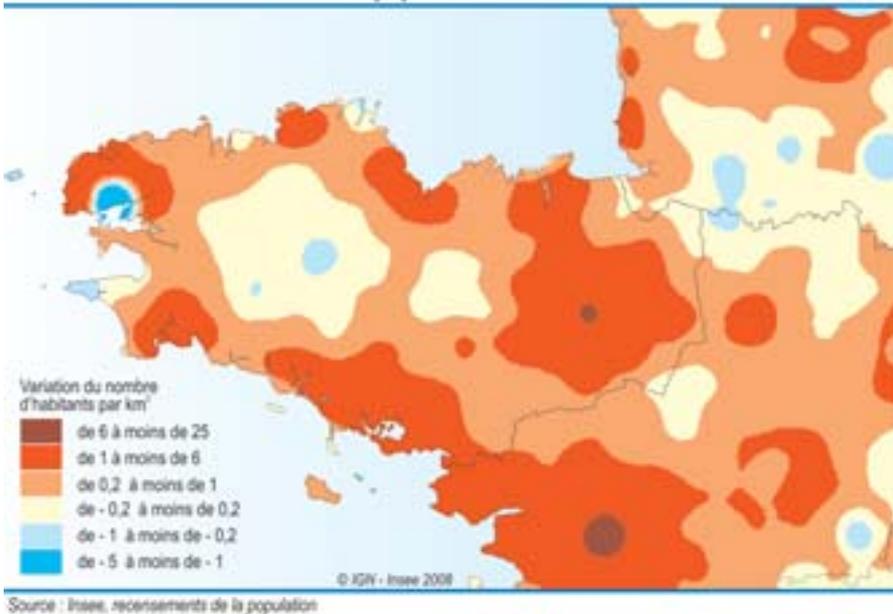
#### Échanges migratoires par âge de la Bretagne avec les autres régions

Solde annuel moyen 1999 - 2006

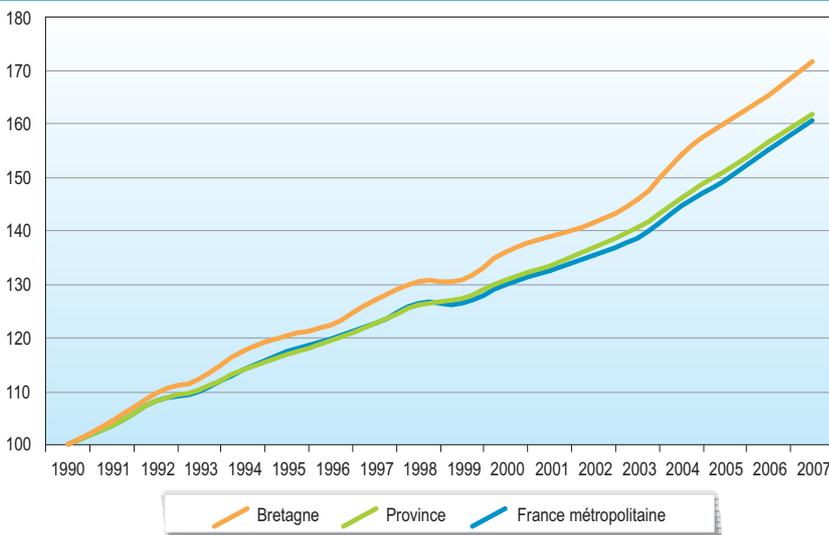


Source : Insee, enquêtes annuelles de recensement de 2004 à 2007 - exploitation principale  
Champ : population des ménages, personnes âgées de plus de 4 ans

## Variation annuelle de la densité de population entre 1999 et 2006



## Évolution du PIB par emploi (base 100 en 1990)



Source : Insee

## L'étalement urbain se poursuit

Tandis que l'augmentation de la population dans les villes et leurs banlieues se stabilise sur des espaces saturés, les espaces périurbains et ruraux se développent de plus en plus.

Les modes de vie et les facteurs économiques incitent les personnes à habiter de plus en plus loin de leur travail. Entre 1999 et 2006, l'espace périurbain connaît un développement soutenu de sa population grâce à un solde naturel positif, particulièrement autour de Vannes et Rennes. La population des communes de moins de 10 000 habitants est en forte hausse, surtout en Ille-et-Vilaine. Plus des deux tiers des Bretons vivent dans une commune de moins de 10 000 habitants, contre seulement la moitié pour l'ensemble des Français.

L'espace rural gagne à nouveau de la population entre 1999 et 2006 alors qu'il en avait perdu entre 1990 et 1999. Ainsi, 28 % de la population bretonne vit en territoire rural. À l'inverse de l'espace périurbain, sa population se développe grâce aux arrivées de nouveaux habitants, le solde naturel étant déficitaire.

Le développement périurbain dessine deux grands axes de peuplement. Un axe Nantes-Vannes qui s'étend de manière presque continue jusqu'à Quimper, et un axe plus incomplet Nantes-Rennes-Saint-Malo.

## Une économie dynamique portée par le tertiaire

L'économie bretonne emploie 1 260 000 personnes fin 2007. En 7 ans, la région a créé

116 900 emplois, soit une progression de 10 %. Cette évolution, comparable à la période précédente (entre 1992 et 1999), place la Bretagne au 5<sup>e</sup> rang en termes de création d'emplois, derrière les régions de l'arc méditerranéen et Midi-Pyrénées, ex-æquo avec les Pays de la Loire.

La majorité des emplois créés l'ont été dans le tertiaire. Ils sont souvent très qualifiés. Les métiers de l'informatique et des technologies de l'information ainsi que les cabinets d'étude se sont particulièrement développés.

Ces nouveaux métiers, à forte valeur ajoutée, ont pour effet d'augmenter le PIB de la région. C'est en Bretagne que la hausse du PIB par emploi a été la plus forte entre 1990 et 2007 : + 72 % contre + 62 % en moyenne nationale.

Le PIB par emploi n'est plus que 3 % inférieur à la moyenne de province en 2007, alors que l'écart était de 9 % en 1990.

De plus, la Bretagne est parmi les régions de France où le taux de chômage est le plus bas. Il est inférieur de plus d'un point au niveau national depuis le début des années 90. Il est particulièrement faible en Ille-et-Vilaine.

## La Bretagne, 1<sup>ère</sup> région agricole française

La Bretagne reste la 1<sup>ère</sup> région agricole française avec 40 000 exploitations, 1,7 million d'hectares de surface agricole, et 64 000 unités de travail annuel en 2005.

Toutefois, les effectifs salariés ont diminué de 18 % entre 2000 et 2007, le nombre d'exploitations s'est réduit de 20 % entre 2000 et 2005, même si elles se sont agrandies et professionnalisées.

7 exploitations agricoles sur 10 sont tournées vers l'élevage. En 2006, la Bretagne produit 57 % de la viande porcine française, 43 % des œufs, 34 % des volailles et 21 % du lait. Ces productions sont souvent destinées à l'industrie agroalimentaire bretonne. Ainsi, 96 % du lait produit approvisionne les industries laitières de la région ou des régions voisines. Depuis 2000, la filière animale doit faire face à des difficultés liées aux épizooties, aux crises de confiance de la part des consommateurs et aux manques de débouchés. La production de volailles en a particulièrement souffert avec la médiatisation de la grippe aviaire au début des années 2000.

Les céréales produites en Bretagne sont destinées à l'alimentation animale locale, mais cette production étant insuffisante, la région recourt à l'importation.

La Bretagne est également la 1<sup>ère</sup> région française dans le domaine légumier. Les trois

quarts des choux-fleurs et des artichauts français sont produits en Bretagne. Mais il ne faut pas oublier les autres productions bretonnes comme les haricots et petits pois (30 % de la production française) et aussi les tomates : 20 % des tomates françaises sont cultivées en Bretagne. Ces cultures, essentiellement sous serre, sont extrêmement consommatrices d'énergie.

Depuis 2000, les agriculteurs bretons ont aussi fait évoluer notablement leurs pratiques afin d'améliorer la qualité des eaux superficielles bretonnes et de lutter contre la pollution par les nitrates, le phosphore ou les pesticides.

## Une industrie en déclin depuis 2000

Entre 1989 et 2000, les emplois industriels ont augmenté de 11 % en Bretagne alors qu'ils baissaient dans la même proportion France entière. Cet essor est surtout lié au développement du secteur agroalimentaire. Depuis 2000, ils ont reculé de 5,5 % dans la région. Toutefois, l'emploi industriel breton a mieux résisté qu'au niveau national où cette baisse était de 11 % sur la même période.

Fin 2007, l'industrie bretonne emploie 190 000 salariés, soit 17 % de l'ensemble des salariés de la région. Elle repose sur quatre piliers : l'agroalimentaire, la construction navale, l'automobile et l'électronique.

Tous les secteurs de l'industrie bretonne ont recours à l'intérim : 1 emploi industriel sur 10 en 2005.

Les salaires et la valeur ajoutée par emploi sont plus faibles dans l'industrie bretonne que dans les autres régions. Les emplois y sont en effet peu qualifiés, notamment dans l'industrie agroalimentaire. Ce secteur prépondérant en région est faiblement rémunérateur.

## L'agroalimentaire principal moteur de l'industrie bretonne

L'industrie agroalimentaire a créé 12 000 emplois entre 1989 et 2006. Entre 1989 et 2000, le secteur a connu une progression de 25 % de ses effectifs. Depuis, il accuse une légère baisse: - 2,6 %.

Mais des disparités existent selon les activités. Si les salariés de la production de viande de boucherie (bovins et porcins) et de l'industrie du poisson ont augmenté de 10 %, ceux de la production de viande de volailles en ont perdu 30 %. L'industrie laitière, soumise à de fortes contraintes administratives en a perdu 10 %.

La répartition territoriale de l'industrie agroalimentaire est un atout pour la région. En effet, ce secteur est implanté dans toutes les zones d'emploi, y compris les plus rurales. Toutefois,

quand elle concentre la majorité des emplois industriels sur le même territoire, cela peut aussi être un facteur de fragilité. C'est le cas à Carhaix, Pontivy-Loudéac et Guingamp.

C'est aussi une industrie où les décisions sont prises localement, en raison de l'implantation en région des sièges sociaux ou têtes de groupe.

## Trois secteurs industriels en souffrance : l'automobile, l'électronique et la construction navale

L'automobile est un secteur extrêmement concentré en Bretagne : l'usine PSA Peugeot Citroën de Rennes emploie 80 % de ses effectifs ; 20 % sont employés par les sous-traitants. L'industrie automobile bretonne est donc soumise aux choix stratégiques du constructeur national.

Ce secteur représente 13 100 salariés en 2007. L'automobile a connu un période florissante entre 2000 et 2004 avec la fabrication de la Peugeot 407.

Depuis, elle a perdu 1 500 salariés entre 2005 et 2007. La hausse du coût de l'essence, la crise économique ont poussé les ménages à acheter des véhicules plus économiques ou de gammes inférieures. L'usine rennaise, positionnée sur la fabrication de modèles haut de gamme, a été directement touchée.

Portée par le développement de la téléphonie mobile, l'électronique s'est développée jusqu'en 2000. Elle a ensuite décliné, victime de restructurations et de délocalisations, mais moins qu'au niveau national.

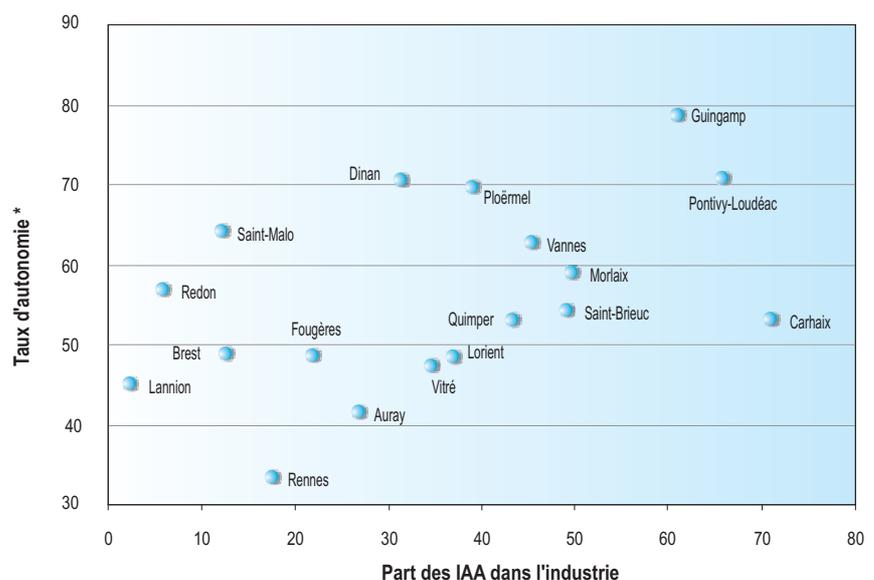
L'industrie des équipements électriques et électroniques (fabrication d'appareils électroniques, multimédia, optique et télécom) s'est recentrée sur les fonctions de recherche et d'innovation technique au détriment de la simple production. La perte d'effectifs dans cette activité (14 % depuis 2000) a surtout affecté les ouvriers, 12 600 salariés travaillent dans ce secteur en 2007.

L'industrie des composants électriques et électroniques, 4 700 salariés en 2007, a perdu 13 % de ses effectifs depuis 2000 alors qu'elle en avait gagné 165 % dans les années 90. Cette activité est spécialisée dans la fabrication de cartes à puce, de circuits et câbles.

La construction navale aéronautique et ferroviaire est le seul secteur à avoir eu une perte d'emplois supérieure au niveau national. Elle se résume en Bretagne à la partie navale. Cette baisse est la conséquence de la réduction des dépenses militaires et de la réduction des flottes de pêche décidée par les politiques communautaires.

Ce secteur représente 8 300 salariés en 2007. Les effectifs militaires y sont majoritaires en raison de la présence de la Direction de la Construction Navale Systems à Brest et Lorient. L'autonomie décisionnelle en région est faible, la tête de groupe étant située en Île-de-France.

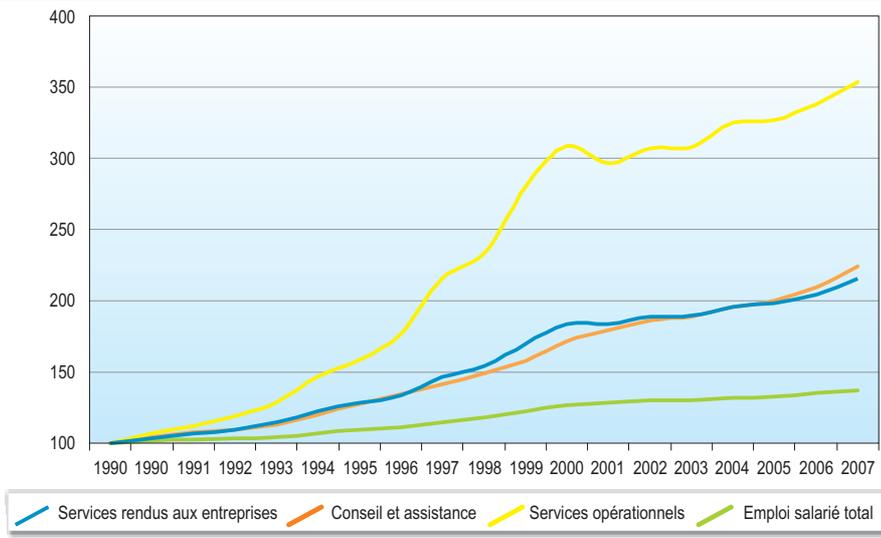
## Part des IAA dans l'industrie et taux d'autonomie par zone d'emploi (en %)



Source : Insee, estimations d'emploi, Clap, Lifi  
\* part des salariés dépendant d'un centre de décision situé dans la région

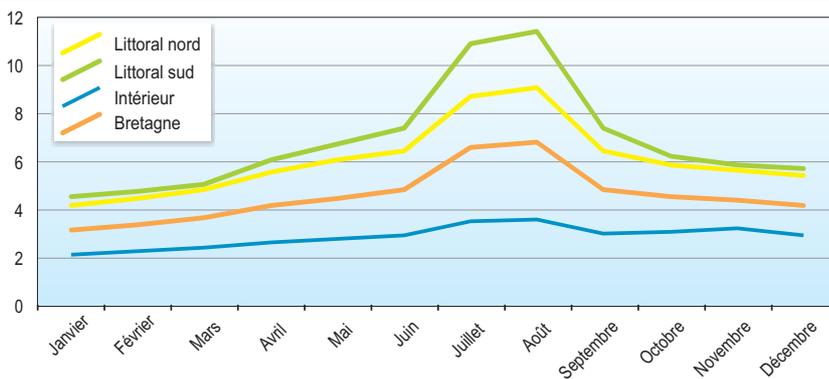
Lecture : dans la zone d'emploi de Brest, 12 % des salariés de l'industrie travaillent dans les IAA. Dans cette même zone, la moitié des salariés de l'industrie dépendent d'un centre de décision breton.

## Évolution de l'emploi salarié dans les services aux entreprises (base 100 fin 1989)



Source : Insee, estimations d'emploi

## Évolution mensuelle de la part de l'emploi salarié touristique dans l'emploi salarié total en Bretagne en 2003 (en %)



Source : Insee, DADS

## Une période faste pour le bâtiment

Entre 2000 et 2007, l'emploi a augmenté de 32 % dans la construction de logements pour atteindre 80 000 salariés fin 2007. La Bretagne se situe au 3<sup>e</sup> rang des régions françaises pour le nombre de logements commencés. 2006 fut l'année record avec 34 700 mises en chantier de logements contre 20 000 au début des années 2000. Ce sont les logements collectifs qui ont dynamisé l'activité. Depuis 2007, un repli s'amorce, mais le nombre de mises en chantier reste important.

Si la construction de locaux professionnels a été moins dynamique pendant cette période faste, elle semble prendre le relais des logements en 2005-2007. C'est dans le secteur industriel que les projets se développent avec la construction de plateformes logistiques et des entrepôts de grande superficie autour de Rennes et Vitré. Cette activité est cependant touchée par la baisse des surfaces autorisées en 2008.

Fin 2007, le bâtiment occupait 97 000 personnes (emplois non salariés compris), soit 8 % de l'emploi total.

## 60 % des salariés bretons travaillent dans des activités de service

Sur 117 000 emplois créés entre 2000 et 2007, 114 000 l'ont été dans le tertiaire.

Les activités de services ont été particulièrement dynamiques avec 668 000 emplois, soit 60 % de l'emploi salarié breton. Cette évolution a été particulièrement favorable aux services aux entreprises : + 27 % d'augmentation des salariés entre 1999 et 2007, soit 138 000 salariés fin 2007. Ce dynamisme est plus fort en Bretagne qu'au niveau national. Deux activités motrices contribuent au dynamisme des services aux entreprises :

- les services opérationnels : intérim, nettoyage, gardiennage (63 200 salariés fin 2007) ;

- le conseil et l'assistance : informatique, architecture, ingénierie, contrôle (47 000 salariés fin 2007).

Si les services opérationnels se sont développés spectaculairement entre 1992 et 1999, ce sont les conseil et l'assistance qui progressent le plus depuis 2000. Cette activité génère des emplois qualifiés et offre de très nombreux postes de cadres (+ 20 % entre 2002 et 2006). Si toutes les zones d'emploi sont concernées par ce phénomène, Rennes en bénéficie plus particulièrement. Ce sont ces emplois qui ont permis le rattrapage par la Bretagne de son PIB par emploi entre 1990 et 2007.

L'externalisation de certaines activités par les entreprises (gardiennage, nettoyage, par exemple) ainsi que le développement du travail temporaire ont contribué au développement des services opérationnels entre 1992 et 1999 (+ 29 000 emplois). Cette activité continue de créer des emplois mais plus modestement du fait de l'épuisement de la demande.

Deux secteurs ont également fortement progressé dans les services : les transports et les services personnels et domestiques (respectivement 43 000 et 44 000 salariés).

Le commerce (détail, gros, commerce et réparation automobile) représente 14 % de l'emploi régional et continue sa progression. C'est le commerce de détail qui contribue le plus au développement de l'activité avec 80 % des emplois créés entre 2000 et 2007.

La Bretagne se situe au 6<sup>e</sup> rang des régions françaises pour l'emploi touristique, qui représente presque 5 % de l'emploi total, soit 44 000 emplois en 2003. Cette part fluctue sur l'année : de 3 % en janvier à 7 % en août, pic d'activité. L'emploi touristique culmine à 49 000 salariés en saison, contre 22 000 salariés l'hiver. L'emploi à temps partiel y est fréquent, sauf pendant la saison.

C'est un emploi qui profite surtout au littoral, à parts égales entre la côte sud, la côte nord et les terres. La saison profite toutefois un peu plus au Sud qu'au Nord en saison, le nombre d'emplacements dans les campings y étant plus important. À l'intérieur des terres, les manifestations ayant lieu sur Rennes et sa métropole permettent un tourisme d'affaires à l'année.

**D'après une étude réalisée par Frédéric Pellet à l'attention du secrétariat général pour les Affaires régionales en Bretagne dans le cadre d'un diagnostic pour les programmes européens.**